

Présentateur de saison

BMO

# ÉTAT POLICIER

**Journal du Collectif Opposé à la Brutalité Policière**  
**15 mars 2023**

# ÉDITORIAL

Dans la dernière année, 1176 personnes ont été tuées par la police aux États-Unis. Au Canada, 87 personnes ont subi le même sort. Plus près de nous, le SPVM a fait 6 victimes. Au-delà des statistiques, la violence et la brutalité policière continuent de laisser des blessures profondes dans nos communautés et nos familles, surtout chez les plus défavorisé·e·s et marginalisé·e·s. Les tragédies récentes de Nicous D'André Spring dans la prison de Bordeaux à Montréal, de Manuel Esteban Paez Terán, «Tortuguita», dans la forêt à Atlanta, ou de Tyre Nichols dans les rues de Memphis, ne sont que des exemples connus parmi tant d'autres. En prison comme dans les rues, la police tue.

Les policiers et agents de détention peuvent porter en théorie des noms et des fonctions différentes, il est clair qu'ils assurent le même rôle de répression et de violence. Les meurtres commis par ceux sensés servir et protéger ne sont pas les premiers et ne seront pas les derniers tant que l'État continuera d'enfermer des êtres humains dans des cages sous haute surveillance. Malgré la répression quotidienne des screws, les grèves de la faim et les conditions de vie lamentables, l'État ne cesse

de construire de nouvelles prisons et d'investir toujours plus dans des corps policiers meurtriers. L'annonce en décembre 2022 de la construction d'une nouvelle prison pour femmes à Montréal d'ici l'été 2024 en fait état. Le fait que la ville de Montréal investisse 63 millions de plus dans le SPVM cette année aussi.

Seule la révolte et l'abolition de toutes les prisons peuvent y changer quelque chose. N'oublions pas que 2022 a aussi été l'année d'ouverture du nouveau centre de détention pour personnes migrantes à Laval. L'État et ses flics y enferment des adultes et des enfants, parce qu'iels n'ont pas le bout de papier nécessaire à leurs yeux pour mériter la dignité. Les gouvernements canadiens et québécois font tout pour donner bonne image à ces prisons et pour justifier leur existence. Malgré tout, la vocation de ces établissements est et restera: enfermer des personnes qui ne sont coupables que du «crime» d'être venues chercher de meilleures conditions de vies. Les conditions de détention y sont horribles et poussent même plusieurs personnes chaque année à s'y enlever la vie, tel que cela a malheureusement été le cas très récemment pour Brian Arthur Stone le 28 janvier 2022. Mais

ce qui se passe entre les murs des prisons n'est que la pointe de l'iceberg du système global de ségrégation suprémaciste blanc, dans lequel les pays du Nord peuvent contrôler les personnes qui entrent et sortent de leurs pays. La militarisation des frontières qui découle de ce système a des conséquences catastrophiques, tel que nous l'avons vu le 5 janvier dernier avec la mort de Fritznel Richard.

Ce ne sera pas une commission d'enquête, un bureau d'enquêtes policières semi-indépendant ou un quelconque gouvernement qui corrigera cette situation. En effet, ces violences se produisent depuis la création de l'État colonial canadien, au vu et au su de ses dirigeants. Cette violence, qui généralement reste cachée, est la base de notre système économique et c'est cette domination qui creuse l'écart entre les plus riches et les plus pauvres. Le 15 mars prochain, ne laissons pas la répression policière en prison passer sous silence, préparons-nous et manifestons notre colère devant l'incessante violence des forces de l'État. C'est à la population de prendre la rue pour que la peur change de camp.



# LA POLICE AU SERVICE DES RICHES ET DE LA DESTRUCTION ÉCOLOGIQUE

**A**u tournant des années 1980, l'État entame de profondes transformations néolibérales. Les nombreuses coupures dans les programmes sociaux s'accompagnent d'une augmentation faramineuse des ressources investies dans son bras armé afin d'imposer l'ordre par la force. Au nom de la «sécurité publique», les forces policières occidentales se sont mises à intégrer de l'équipement militaire à leur arsenal et à adopter des stratégies de contre-insurrection pour soi-disant lutter contre la criminalité. Aux États-Unis, la «War on Crime» et la «War on Drugs» ont permis à tous les corps policiers d'expérimenter ces nouvelles stratégies de profilage et de répression. En rétrospective, les stratégies et l'équipement militaire ont bien plus été mis à contribution pour contrer les mouvements sociaux et environnementaux que pour quoi que ce soit d'autre.

La répression et la violence policière se sont approfondies avec cette militarisation. La violence policière envers les populations et les communautés les plus marginalisées n'a pas cessé avec cette transformation et les mouvements sociaux expérimentent de nouvelles formes de répression. Comme nous avons pu le voir aux manifestations contre le G20 à Toronto en 2010, durant la grève étudiante de 2012 et au G7 à Québec en 2018, les flics ne sont plus uniquement armés de boucliers et de bâtons. Ils ont accès à de l'équipement de pointe qui les transforme en vrais robocops et ont développé des stratégies de communication publique pour faciliter le consentement de la population quant à l'utilisation de méthodes militaires. Ils ont développé des stratégies de contrôle de foule de plus en plus efficaces. On observe l'utilisation de drones pour surveiller des événements. La présence de tireurs d'élite ainsi que de policiers avec des armes d'assaut est de plus en plus courante. Il

est maintenant régulier de voir des unités canines dans des manifestations ou des événements à grand déploiement. Lorsque les mouvements sociaux sont dans un creux, les flics n'hésitent pas à se créer des hommes de paille comme «la violence armée à Montréal» afin de justifier la poursuite de la militarisation et l'augmentation de leur budget.

De la même manière, lorsque la GRC a pris les armes et envahi le Yintah, le territoire wet'suwet'en, afin de déloger les Land Defenders qui s'opposaient au pipeline Coastal GasLink, nous avons pu voir l'étendue de l'arsenal policier canadien se déployer. L'équipe d'intervention tactique qui a procédé à l'éviction des Land Defenders possédait de nombreuses informations sur le territoire afin d'y naviguer sans problème. Les flics composant l'escouade possédaient tout l'équipement nécessaire pour défaire les barricades du point de contrôle, étaient armés de fusils d'assauts et avaient le support de tireurs d'élite.

Au sud de la frontière, après plus de deux ans de mobilisation contre le projet de «Cop City» par la population d'Atlanta, les flics ont fait escaladé la violence à un niveau sans précédent envers le mouvement écologiste. «Cop City» est un projet qui consiste à raser la forêt urbaine de Welaunee pour y construire une mini ville afin que les flics puissent s'entraîner à la contre-guérilla urbaine. Pour s'assurer que ce nouveau projet de militarisation de la police soit mené à bien, les différents corps policiers n'ont pas hésité à prendre tous les moyens à leur disposition pour intimider les militant·e·s et casser la mobilisation. Des campagnes de peur ont été menées par la police pour essayer de faire croire que les militant·e·s contre «Cop City» étaient extérieurs à la communauté d'Atlanta. Des militant·e·s arrêté·e·s durant certaines interventions ont eu des charges de «terrorisme domestique» et

d'autres ont été blessé·e·s durant les différents raids policiers. Le 18 janvier dernier, la police est allée jusqu'à abattre Tortuguita, un·e jeune militant·e écologiste de 26 ans, qui occupait la forêt Weelaunee. Alors qu'il était seul·e dans sa tente les forces policières qui ont fait le raid dans la forêt l'ont abattu·e.

Il ne faut pas se leurrer et croire que ce genre d'infrastructure n'est que le propre des forces policières états-unien·nes ou que ces nouvelles tactiques de répression urbaine n'auront d'impact qu'au sud de la frontière. En 2012, le SPVM a développé de nouvelles tactiques de gestion de foule qui sont aujourd'hui enseignées à travers le monde. Les tactiques qui seront développées si «Cop City» voit le jour seront celles qui seront utilisées contre nous, au nord de la frontière. Tactiques qui seront de plus en plus violentes et utiliseront des armes de plus en plus puissantes.

Cette militarisation de la police maintient et élargit l'exploitation économique de la majorité de la population et l'exploitation des écosystèmes. La production de toutes ces armes et armures plus légères et plus puissantes, tous ces gadgets qui permettent aux flics de nous suivre en tout temps ravagent les territoires et les populations d'ici et d'ailleurs. La majorité des systèmes de surveillance, les bases de données dans lesquelles les flics accumulent nos informations afin de cartographier nos vies et nos réseaux, ainsi que les algorithmes de reconnaissance faciale, sont généralement hébergés dans les centres de données énergivores de grandes compagnies comme Google, Amazon ou Microsoft. Si toute l'infrastructure policière semble exclue des plans étatiques de «transition écologique», c'est qu'elle est structurellement indispensable pour maintenir la logique capitaliste de croissance infinie fondée sur la destruction écologique.

Dans ce contexte, la police n'a pas uniquement un rôle d'exécutant et de protecteur des intérêts du capital, elle a aussi un rôle d'exploitant de ressources à part entière qui cherche à se maintenir, se reproduire et accroître son pouvoir. Cette propension à exploiter les ressources pour contrôler la population prend tout son sens dernièrement à Atlanta et dans le Yintah. En plus d'éliminer un havre naturel fréquenté par les populations locales, la police est allée jusqu'à tuer un·e militant·e environnementaliste pour s'entraîner à de nouvelles stratégies de répression. C'est pourquoi aucune libération sociale et environnementale ne sera possible sans l'abolition de la police.

## **Justice pour Nicous Spring**

Le 24 décembre dernier, des gardiens de prison ont tué Nicous D'André Spring, 21 ans, un jeune homme noir détenu illégalement à l'Établissement de détention de Montréal (prison de Bordeaux). Nous tenons à exprimer nos plus sincères sympathies à sa famille et à ses proches. Ce fils, ce frère, ce rappeur, cet ami, a été tué par les forces de l'ordre et par un système dysfonctionnel et meurtrier, au service du grand capital.

Nous appuyons la famille et les ami·e·s dans leurs demandes, notamment de rendre publiques les vidéos concernant la mort de Nicous, des excuses en règle de la part de la Ville de Montréal, du SPVM et du Ministère de la Sécurité publique et la fin immédiate du profilage policier contre les communautés noires, autochtones, racisées et immigrantes de Montréal.

Nos condoléances à celleux qui ont côtoyé Nicous, nos condoléances à toutes les victimes de la violence et de la brutalité policières passées et à venir; nous sommes désolé·e·s pour celleux qui se croient encore protégé·e·s par la police. Nous sommes convaincu·e·s plus que jamais de la nécessité d'un changement radical. Nous sommes déterminé·e·s à le revendiquer dans la rue le 15 mars prochain et à marcher pour celleux qui ne le peuvent plus. ACAB.



# SURVEILLANCE AND POLICING IN MONTREAL'S METRO STATIONS

Efficient public transportation is often equated with a functional and democratic city (Soja 2010; Harvey 2012). How do these intentions shift when certain communities are policed out of effectively benefiting from transportation infrastructure? Increasingly, public spaces are becoming heavily surveilled and policed by the state in order to maintain a facade of order and control. With the rise in police presence and surveillance in the core of cities across North America, the unhoused community continues to be pushed out of public spaces. The unhoused Indigenous community is further targeted through racial discrimination, which is a consequence of a history of colonization and displacement by the state. As a result, unhoused communities are forced to seek out other options for adequate shelter. The city of Montreal has seen a massive increase—double, in fact<sup>1</sup>—in the unhoused population since the beginning of the COVID-19 pandemic (Gilmour 2021), however, the local government continues to create exclusive public spaces, such as metro stations through extensive and discriminatory surveillance and policing.

## CCTV IN METRO STATIONS

The STM actively invades the privacy of transit users through surveillance strategies. The increased use of CCTV to monitor urban centres is a growing trend across North America, and Montreal is not exempt. In fact, as of the beginning of 2022, the Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) had plans to install nine new cameras, with the goal of operating forty-two cameras by the end of the year (Ann 2022). The cameras cost a whopping \$11,000 each—adding up to a significant \$99,000 for all nine cameras. Unsurprisingly, the metro system is equally—if not more—surveilled. In 2016, the STM released a statement in response to a video posted to YouTube of a break-in into restricted areas of the metro, stating that: “the subway system remains one of the safest in the world and

is equipped with more than 2,000 surveillance cameras and other security devices” (“STM, police assure Montreals” 2016). Evidently, the population that the STM wants to “assure” does not include the community who use the stations for shelter or are regularly racially profiled.

## SPECIAL CONSTABLES

As of July 2021, “special constables” have been actively patrolling Montreal’s metro stations. This move gives transit inspectors the ability to perform police duties, rather than needing the assistance of the Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) to do so. Interestingly, this new role was introduced just a year following calls to defund and abolish the police in Montreal, due to uprisings against police brutality toward Black, brown and Indigenous people. In fact, results from a survey distributed by the municipal government in 2021 show that seventy-three percent of Montrealers called for a cut in the police budget (Shingler 2021). Despite this statistic, the STM insists that special constables will provide a sense of safety, and therefore, a better customer experience (“STM presents first unit” 2021). By using the term customer, the STM makes it clear that the only community that requires (and deserves) stations for shelter are those who pay for public transit. In an apparent attempt to ward off criticism, Philippe Schnobb, Chair of the Board of Directors for the STM, adds that inspectors will not be equipped with firearms, tasers, or pepper spray (*ibid*). But as the increased powers of special STM constables allow them to arrest and ticket, their presence is enough of a threat of violence to unhoused and racialized groups regularly profiled by the police, even without additional weapons.

Nakuset, executive director of the Native Women’s Shelter in Montreal and co-director of Resilience Montreal, points out the potential harm that special

constables could cause. She stresses that the current issues with racial and social profiling by the police will increase as the newly ordained constables push the unhoused population out of sheltered spaces such as metro stations (Carpenter 2021). Additionally, based on the history of racialized police violence in Montreal (Rutland 2019, 2020a, 2020b), the STM’s claim that the constables will now be subject to the Police Act is no guarantee that abusive behaviour will not occur, since even the system of checks and balances currently used by police already fails to eliminate abuse. Therefore, special constables are, along with CCTV, another tool for the City to enforce class, race, and colonial violence. These tools dictate for whom public space is designed and how it can be inhabited.

## ABOLITION

First and foremost, abolition is necessary to make Montreal metro stations “safe spaces” for all. Police reforms with goals to reduce racism and treatment of citizens have proven useless. In June 2021, the SPVM attempted to organize an anti-racism advisory board for the police and STM. After just one year, Alain Babineau—a former police officer and pro-reformist himself—quit the advisory board due to the resistance that he received from the police union to recognize and adapt their racist culture (Carpenter 2022). This proves that hostile and racist strategies to criminalize the houseless and Indigenous communities will continue to exist as long as the police and prison systems remain. This is especially relevant in a city like Montreal which continues to experience a dramatic rise in homelessness, while the police budget increases by \$63,000,000 for 2023—reaching a steep \$787,000,000. With these systems in place, houseless communities will continue to be criminalized and prevented from inhabiting public spaces.

## CONCLUSION

The excessive use of surveillance and special constables in metro stations are inherently racist and colonial practices that invisibilize the unhoused, while also hypervisibilizing their presence in public. La Ville de Montréal ignores the need for safer living conditions, shelter from extreme weather, and access to resources. This system of discrimination is ultimately embedded in the formation of a police state—which must be dissolved through an abolitionist and decolonial world-building framework centred on care-based relationships (Gilmore 2022, Maynard and Simpson 2022, Kaba 2021).

1. As of Oct 2021, the approximate number of the unhoused population in Montreal was 4,000 (according to CTV News Montreal).



# 1312 raisons d'abolir la police

**Présentation suivie d'une discussion avec  
Gwenola Ricordeau, Melina May,  
Adore Goldman et Jessica Quijano**

**Animée par Étienne Simard (Revue Ouvrage)**

**Mardi 14 mars, 19 h  
Centre Saint-Pierre, salle Marcel-Pépin,  
1212 rue Panet (métro Beaudry)**

**LUX**

# **LIBERTÉ POUR LES PERSONNES DETENUES LORS DU MOUVEMENT DE GRÈVE DE 2021 EN COLOMBIE !**

**L**a Colombie est un laboratoire de répression depuis la colonisation, les successives vagues de conflit social, politique et armé, trouvent toujours leurs racines dans les grandissantes inégalités sociales et une répartition hautement inégale de la terre.

Le Capitalisme a besoin de la guerre pour s'accaparer les terres, mater les rébellions civiles ou armées. Cependant la résistance se poursuit. En Colombie, nous vivons un important cycle de mobilisations sociales qui remonte à 2019 et a atteint son apogée en avril 2021, où pendant plusieurs mois la population est descendue dans la rue pour réclamer de meilleures conditions de vie.

La répression a été brutale, les organisations de défense des droits humains ont pu constater qu'au moins 89 personnes sont mortes dans le cadre des manifestations sociales, des milliers de personnes ont été blessées et 291 ont été poursuivies par le ministère public, dont 195 sont incarcérées<sup>1</sup>.

En réponse à cela, surgit la campagne Ni Un Día Más ¡Libres y Absueltos! [Pas un jour de plus: libres et absou-te.s!], un espace d'articulation de différentes organisations sociales, de personnes et de familles qui affirment que manifester n'est pas un délit, que s'organiser pour défendre les droits du peuple n'est pas une action criminelle et que, par conséquent, tou·te·s les prisonniers et prisonnières politiques doivent non seulement être libéré·e·s des prisons, mais aussi être absou-te·s des charges qui leur sont injustement imputées au moyen de montages judiciaires.

La libération des jeunes détenu.e.s pendant les mobilisations de 2021 était une des promesses électorales faites par le président Petro pendant sa campagne électorale et réaffirmée publiquement le soir de son élection. Ainsi, avec le triomphe de Gustavo Petro à la

présidence de la Colombie en juin 2022, la campagne, Ni Un Día Más a participé activement aux processus nécessaires à la libération rapide des leaders sociaux emprisonnés, considérant qu'il s'agit là d'une garantie nécessaire à la construction de la paix en Colombie.

Avec le soutien de l'accompagnement juridique et psychosocial, des médias alternatifs appuient les personnes privées de leur liberté, dénoncent depuis juillet 2022 les irrégularités présentes dans les processus judiciaires, ainsi que les conditions de vie précaires que subissent nos camarades enfermé·e·s.

Les prisons en Colombie sont un espace oublié par la société, un espace où la vie humaine est traitée avec une valeur moindre et où les classes populaires exclues et exploitées sont confinées par un système dont la loi est la dépossession. Ce sont des espaces où les conditions de vie sont déplorables en raison de l'absence de conditions minimales d'hygiène, d'alimentation et de soins de santé.

Pour faire de la liberté une réalité, en octobre 2022, la campagne Ni Un Día Más a présenté un recensement à la présidence de la république avec des informations complètes sur ces personnes afin d'accélérer leur nomination comme «porte-parole de la paix». Cependant, la Commission intersectorielle pour la promotion de la paix, la réconciliation et la participation citoyenne<sup>3</sup>, créée pour procéder à la sélection de ces porte-paroles, n'a jusqu'à présent nommé que 17 des 201 personnes envisagées dans le recensement, et parmi celles-ci, seules 2 ont effectivement收回 leur liberté. Cette lenteur du processus n'est pas seulement due aux interminables processus bureaucratiques, mais aussi à toute la controverse créée dans l'opinion publique par les secteurs oligarchiques qui donnent en permanence une continuité au discours stigmatisant contre la protestation

sociale basé sur la doctrine de l'ennemi intérieur.

Il est important de mentionner que, bien que cette mesure envisage la liberté, elle n'implique pas l'absolution directe des procédures pénales, puisque celles-ci continueront leur cours normal; il s'agit d'une action urgente visant à garantir des conditions humanitaires et cohérentes avec la paix pour les camarades qui sont actuellement victimes de la négligence de l'État.

Pour conclure, nous partageons ici un message de la campagne au monde entier:

«Le message que nous envoyons est un appel à la solidarité. Nous exigeons que le gouvernement national procède à des libérations rapides, nous faisons un appel au soutien matériel pour atténuer les conditions humanitaires de ceux et celles qui sont privé.e.s de leur liberté, et faire pression politique pour les changements sociaux en Colombie. Il est nécessaire de comprendre que ces personnes étaient engagées dans la défense des droits humains, de la communication sociale, de la presse alternative et populaire, ielles étaient les premiers secours, des leaders sociaux et sociales, des jeunes qui ont manifesté une colère juste et digne. Protester ne devrait pas être un crime alors qu'il y a la faim, la pauvreté, que les gens sont assassinés. C'est pourquoi nous demandons l'acquittement de ces affaires, que, si l'on parle d'une paix totale, nous demandons qu'elle se fasse réellement avec le mouvement social, avec le mouvement qui a lutté pour les transformations sociales en Colombie et avec les personnes qui vivent au jour le jour les situations d'injustice sociale, qui sont les personnes qui se sont mobilisées et qui reprendront les rues à la recherche d'une vie digne».

**Pour plus d'informations, veuillez consulter les liens suivants:**

1.<https://defenderlalibertad.com/el-sometimiento-de-la-democracia-un-balance-del-derecho-a-la-protesta-social-en-colombia-en-el-ano-2021/>

<https://defenderlalibertad.com/informe-final-mision-sos-colombia/>

<https://www.colectivodeabogados.org/rechazamos-demora-en-libertad-de-personas-voceras-de-paz-y-persecucion-a-funcionarios-garantistas/>

2.<https://twitter.com/ni1undiamas>

3.<https://funcionpublica.gov.co/eva/gestionnormativo/norma.php?i=199863>



# CHILI: L'ÉTAT TERRORISTE PROTÈGE ET APPROUVE L'ÉCOCIDE

**A**u Chili, avec l'approfondissement du modèle néolibéral, l'un des effets est directement axé sur le pillage et la destruction de l'environnement. La lutte mapuche, qui s'est fortement développée depuis 1997 et qui est principalement représentée par la récupération et le contrôle territorial de ces espaces, afin de recomposer le tissu écologique et social mapuche, a été la cible du terrorisme d'État.

L'actuel gouvernement de gauche de Gabriel Boric, maintient la présence des forces armées pour maintenir le contrôle et l'ordre public dans le wallmapu (territoire mapuche), la présence de chars blindés et d'hélicoptères font désormais partie du paysage des différentes communautés mapuche. De plus, un grand nombre de prisonniers politiques mapuches sont détenus dans différentes prisons de la région, de Concepción à Valdivia, certains d'entre eux ayant été condamnés pour port illégal d'armes, usurpation, atteinte à l'autorité, entre autres.

Le droit pénal et les tribunaux ont été l'exemple le plus objectif du racisme structurel de l'État, car les mapuche sont condamnés à de longues peines, ils sont immédiatement placés en détention préventive, le tout sous le regard de l'ennemi intérieur.

La résistance et les revendications du peuple mapuche sur son territoire usurpé ont donné lieu à la criminalisation et à l'emprisonnement pour le peuple mapuche, et pas seulement à la prison et à la répression policière et militaire, depuis qu'il recherche des processus de libération et de décolonisation. Aujourd'hui, les effets des plantations forestières sont de plus en plus visibles. Le discours disruptif mapuche a toujours dénoncé la grande sécheresse et le vol des eaux causés par les entreprises forestières appartenant à deux familles seulement: les Matte Larrain et les Angelini, qui ont le monopole de la monoculture.

Les entreprises forestières ont dégradé les terres, ont provoqué une grande pauvreté, car dans les vastes zones où il y a des plantations forestières se trouvent les communes les plus pauvres du Chili et celles qui concentrent le plus grand nombre de population Mapuche comme Tirua, Cañete, Collipulli, Ercilla, Traiguén, Galvarino, Cholchol, Nueva Imperial entre autres. Il faut ajouter que des dispositions légales, rédigées pendant la dictature de Pinochet et qui ont été perfectionnées dans les gouvernements néolibéraux ultérieurs, on accordé des millions en subventions pour remplacer les plantes indigènes par des plantes exotiques. Ces plantes exotiques ont été données aux familles mapuches qui ont systématiquement planté ces espèces dans leurs petites parcelles de terre. Ces mêmes règles ont interdit de remplacer ces plantations sous peine de devoir verser de lourde amendes. Cet été, le territoire mapuche, en raison des conditions de l'urgence climatique actuelle avec des températures élevées, une faible humidité et une grande sécheresse, a provoqué de multiples incendies dans différentes parties du wallmapu. L'écocide de ces

entreprises de plantations exotiques provoque une pauvreté et un retard futur pour les familles mapuches en raison de la destruction des pâturages, du bétail et de la petite agriculture qui constituent la base économique mapuche, faisant aujourd'hui une prison du néolibéralisme et une mort lente et systématique du tissu et de l'équilibre social et écologique mapuche. Il s'agit d'une véritable crise de la civilisation occidentale, qui a provoqué et altéré les écosystèmes, et que les communautés mapuche en subissent les conséquences. Pour cette raison et avec plus de conviction, il est nécessaire que les processus de libération et de décolonisation mapuche se poursuivent afin de prolonger l'existence de l'humanité au sein du wallmapu.

**Inkayaïñ cholchol leufu**



# CHILE: EL ESTADO TERRORISTA PROTEGE Y AVALA EL ECOCIDIO

**E**n Chile con la profundización del modelo neoliberal, uno de los efectos está directamente enfocados al saqueo y la destrucción ambiental. La lucha mapuche que se viene desarrollando con fuerza desde el año 1997 y que se representa principalmente por la recuperación territorial y el control de estos espacios, para recomponer el tejido ecológico y social mapuche, ha sido el blanco del terrorismo de Estado.

El actual gobierno de izquierda de Gabriel Boric, mantiene la presencia de las fuerzas armadas, para mantener el control y del orden público en el wallmapu, la presencia de carros blindados y helicópteros han pasado a ser parte del paisaje de diferentes comunidades mapuche. Además, se mantiene un gran número de prisioneros políticos mapuche en diferentes cárceles de la zona desde Concepción hasta Valdivia, algunos condenados por porte ilegal de armas, usurpación, atentado contra la autoridad entre otros. La ley penal y los tribunales han sido el ejemplo mas objetivo del racismo estructural del Estado, debido a que los mapuche se le otorgan largas condenas, se les aplica de inmediato la prisión preventiva, todo bajo la mirada del enemigo interno.

La resistencia, la reivindicación del territorio usurpado ha traído como consecuencia la criminalización y la prisión para el pueblo mapuche, no solo la cárcel y la represión policial y militar, desde que se buscan procesos de liberación y descolonización. Hoy los efectos de las plantaciones forestales están siendo cada vez mas visibles, desde siempre el discurso rupturista mapuche denuncio la profunda sequía y el robo de las aguas que causaban las empresas forestales de propiedad de solo dos familias; Los Matte Larraín y la familia Angelini, los que tienen el monopolio del monocultivo.

Las empresas forestales han degradado las tierras, han provocado la aguda pobreza, debido a que en las vastas áreas donde hay plantación forestal están las

comunas mas pobres de Chile y las que concentran la mayor cantidad de población mapuche tal como Tirua, Cañete, Collipulli, Ercilla, Traiguén, Galvarino, Cholchol, Nueva Imperial entra otros. Hay que agregar que por disposiciones legales, durante la dictadura de Pinochet y que han sido perfeccionada en los gobiernos neoliberales posteriores el propio estado de Chile otorgan millonarios subsidios, incluyendo políticas coloniales que consistían en entregar plantas forestales exóticas a familias mapuche, los que comenzaron sistemáticamente a plantar sus pequeños terrenos con estas plantas y que por las mismas normas no pueden reemplazar esas plantaciones debido a que arriesgan severas multas. Este verano el territorio mapuche por las condiciones de la emergencia climática actual presente con grandes temperaturas, poca humedad y gran sequía hacen que existan incendios múltiples en distintos puntos del wallmapu, el ecocidio de estas empresas de plantaciones exóticas están provocando una futura pobreza y rezago a las familias mapuche, debido a la destrucción de los pastos, la ganadería y la pequeña agricultura que son la base

económica mapuche hacen en la actualidad una prisión del neoliberalismo y una muerte lenta y sistemática de los tejidos y los equilibrios sociales y ecológicos mapuche. Es una verdadera crisis de la civilización occidental, que ha provocado y alterado los ecosistemas y que las comunidades mapuche sufren sus consecuencias. Por ello y con más convicción es necesario que los procesos de liberación y descolonización mapuche continúen para prolongar la existencia de la humanidad dentro del wallmapu.

**Inkayaiñ cholchol leufu**



# **EN GUADELOUPE, LA GENDARMERIE TUE “SANS REGRETS”**

*La Guadeloupe est une île caribéenne, sous le contrôle de l’État français.*

**C'est le seul procès pour soi-disant «refus d'obtempérer» ayant abouti à une condamnation d'un agent de la force publique à de la prison ferme. Le procès en appel devait se tenir à Lyon, le 28 Novembre 2022. Il vient d'être reporté et aura lieu en Octobre 2023.**

11 mars 2018, Baie Mahault (Guadeloupe). Le commandant de la brigade de gendarmerie Romain Dobritz tire sept balles en direction de Yannick Locatelli qui décède peu après. Le scenario est typique: bien vite, le procureur égrène dans la presse le passé délinquant de la victime, et la thèse du «refus d'obtempérer» est brandie par les deux gendarmes présents. Mais une bande de vidéosurveillance infirme ce récit. Le gendarme est condamné par la cour d'assises de Basse-Terre en février 2021. Il écope de 5 ans de prison, dont 3 avec sursis. C'est a priori la seule condamnation à de la prison ferme prononcée dans ce type d'affaires. Le parquet avait fait appel, jugeant la condamnation trop peu sévère. Il avait requis 15 ans de prison, estimant que les faits constituaient un homicide volontaire. La cour d'assises, elle, n'avait retenu que des «violences volontaires ayant entraînées la mort sans intention de la donner». Le résultat est paradoxal: Romain Dobritz, placé en détention provisoire à l'issue du procès, fait l'objet d'une mise en liberté quelques semaines plus tard. Le procès en appel devait se tenir le 28 novembre à Lyon. Il vient d'être reporté en Octobre 2023. Voici le témoignage d'Alexandra Cerruti, la compagne de la victime (juste avant l'annonce du report).

## LA JUSTICE OU «UNE TECHNIQUE POUR GAGNER DU TEMPS»

«Pour le procès qui arrive le 28 novembre, un des avocats du gendarme demande un report car sa femme a une grossesse difficile. Je suis désolée pour sa

femme mais moi mes enfants sont en thérapie depuis bientôt 5 ans et tout le monde s'en fiche. Personne ne prend en compte le fait que cette attente est vraiment difficile. Ça ne devrait pas prendre autant de temps. La justice, je ne la comprends pas. Si ça avait été une personne lambda, ça aurait été bien différent. Le procès peut être annulé jusqu'à la veille pour le lendemain. D'habitude pour que des assises comme celle-là soient reportées, il faut que ce soit très grave. Je me demande même si ce n'est pas une technique pour eux de gagner du temps. Je viens de Nice donc j'ai dû réserver les hôtels pour les avocats, les billets de trains. Les frais s'accumulent. Il faut payer les avocats, les longues thérapies, les billets d'avions, c'est une fortune. On n'aurait jamais dû subir tout ça.

## MENSONGES DES GENDARMES

Mes filles ont perdu leur père, moi j'ai perdu mon mari. Yannick n'était pas un ange. Il aurait dû aller en prison mais il ne méritait pas de mourir comme ça, comme un chien. C'était de l'acharnement, le gendarme a vidé son chargeur sur lui. Quand on lui a montré la vidéo, la seule chose qu'il a su dire c'est qu'il a été pris dans «un effet de tunnel». En plus de cela, des collègues, dans leur déposition, ont dit qu'il s'était vanté d'avoir tiré dans le cœur que «c'était visé dans le mille». Le gendarme qui était avec lui ce soir-là a témoigné, il raconte que le gendarme Dobritz lui a fait répéter une version bien ficelée de ce qu'il fallait dire. Et c'est ce qu'il a fait. Sans la vidéo, il n'y aurait même pas eu de procès car les deux avaient la même version des faits. Heureusement, après sa garde à vue, le collègue de Dobritz a craqué et a donné une version qui correspondait à la vidéo. Il a expliqué que Romain Dobritz, qui était aussi son supérieur, l'avait forcé à mentir.

Le gendarme Dobritz a fait de Yannick une histoire personnelle. Sur place, il n'a respecté aucune procédure. Certains de ses collègues ont dit qu'il avait une photo de Yannick sur son bureau. Je ne sais pas ce qu'il s'était passé entre eux mais il voulait Yannick, c'est sûr. Il n'a pas attendu que ses équipes se placent. Il est parti sans radio, dans une voiture banalisée, ce qui apparemment est interdit dans ce type d'intervention et a agi seul.

## «IL N'A JAMAIS EXPRIMÉ AUCUN REGRET»

Ce gendarme, le capitaine Romain Dobritz, est un meurtrier. On a constaté qu'il avait menti tout au long de sa déclaration. Entre ce qu'il dit et la vidéo, il n'y a rien qui correspond. Et puis lorsque l'on tire à un mètre en visant la poitrine de quelqu'un, on ne peut pas dire qu'il n'y avait pas d'intention de donner la mort.

Il a été quelques jours en détention, même pas trois semaines. Il est ressorti direct. Pour nous, c'est impensable. Je pense que son statut doit jouer en sa faveur car c'est impossible qu'on relâche une personne en si peu de temps pour des faits aussi graves. Est ce qu'il a des connexions quelque part? Je n'en sais rien. Mais là, c'est tellement flagrant que je ne comprends pas que personne ne réagisse. Il y a des gens qui, pour un défaut de permis prennent six mois, un an, et lui pour un meurtre, qu'il sorte de prison aussi vite, c'est impensable. On se moque de nous, clairement. Aujourd'hui il est toujours à la gendarmerie, il travaille, il vit normalement. Il n'a jamais exprimé aucun regret, n'a jamais présenté ses excuses, rien du tout. On est dans un film et on est impuissant. On ne peut rien faire, on regarde, on subit et ce n'est toujours pas terminé.»

ACAB



# MEANWHILE, REPRESSION CONTINUES IN BELARUS

**M**eanwhile, repression continues in Belarus. In August 2020, in response to Lukashenko's fifth re-election, the largest popular protests ever seen in Belarus were organized. After only a few days, the president gave the order to shoot at the crowd. A dozen citizens were killed, hundreds wounded, tens of thousands arrested. The KGB searched the social media to find and arrest as many protesters as possible. Note here that this is the only country in the former USSR to have kept the name KGB for its secret police and that it is particularly active. At the time of writing, January 25, there were still 1436 political prisoners. More than 30 anarchists and antifascists are still in prison, according to ABC-Belarus. Not all of them have the status of political prisoners: international support is hard to get when you have committed so-called violent acts. Others have fled the country in order to avoid severe prison sentences. But who is this Lukashenko who has been president of the country since 1994?

According to former politicians who worked with him, he is not particularly intelligent or charismatic. After the fall of the Soviet Union, he took advantage of his position in the fight against fraud to be in front of all the cameras. A former state plant manager, it was only after his first election that the totally harmless fact that he beat employees was revealed. Belarus is the only country in Europe that still has the death penalty, and it is executed by shooting! On the day of an execution, officials tell the prisoner that his appeals have been rejected. He is taken to a nearby room, blindfolded, where he is forced to kneel down. The executioner then shoots him in the back of the head. The whole thing lasts no more than two minutes. The remains of the condemned man are secretly buried and the family is informed that the execution has taken place.

Last May, "attempted terrorist acts" were added to the list of eligible offenses. This is said to be in response to acts of

sabotage on the railway network, a tactic used by opponents of the invasion of Ukraine to prevent Russian forces stationed in Belarus from crossing the border. According to the anarchist group Pramen, this is not an increase in repressive measures, but rather a way to intimidate those who might consider such acts. Other tactics are already being used, such as placing a notation of "likely to commit suicide" on an inmate's file. It's easy to explain away a death in custody.

On November 11, 2020, anarchist blogger Mikola Dziadok was tortured at home during his arrest. A video confession released the next day by the Ministry of the Interior shows him incriminating himself of "plotting to overthrow the government." Government-controlled television stations show a loop of arrests and "confessions" of protesters. The wounds on their faces are visible: the state no longer even bothers to cover up the torture. In the video, Mikola was visibly gassed in the eyes and bruises can be seen on his face. When he arrived at the station, he lay on his stomach for four hours. He was bludgeoned, beaten on his heels, tased and threatened with rape. A year later, he was sentenced to five years in prison where he continued to suffer persecution: punishment cell, deprivation of visits and correspondence. The guards went so far as to read the letters he received before tearing them up in front of him. Since his well-publicized arrest, the KGB agents threaten the other militants to undergo the same tortures so that they speak. This repression of anarchist activists has been going on for over a decade.

Blogger Bad Immigrant recounted an event that took place in 2012 when police descended on a hardcore show in Minsk and arrested hundreds of punks. At one point, between twenty and thirty arrestees are standing in the hallway of the police station. Some are waiting for the fingerprinting procedure and others for the police to take their statements. The blogger refuses to give his fingerprints,

which particularly annoys the officers. While he was kneeling, a riot cop approached him and began to hit him from behind, standing on his legs, smashing his head against the wall. He ended his night in jail.

The violence and repression continues in Belarus, but the media attention and the anarchist solidarity are not enough.

And when Belarus is named, it is on the side of Russia. Anarchists in exile always try to help their companions by talking about them wherever they can and by collecting money. When our prisoners are forgotten, our oppressors have won. It doesn't matter what country.



# HISTORIES OF REPRESSION: FROM THE « SCHOOL OF THE AMERICAS » TO « COP CITY »

## WHAT IS THE “SCHOOL OF THE AMERICAS”?

As you might guess, this is not your run-of-the-mill school. The “School of the Americas” took its modern form in 1961 under president J.F. Kennedy. The objective of the school was to train military corps to fight the “communist menace”, or in other words, to kill anyone that looked like it might possibly be, once a while, a leftist. Its aim was to support pro-american regimes everywhere, regimes who would then spend its people’s money to buy more american deadly weapons... I mean useful products. The “School of the Americas” was therefore the training school for the armed arm of america’s imperialism, whose aim was to make sure that pro-american despots would not be chased away by an angry population. Or in other words, Kennedy wanted to avoid another cuban revolution.

This school was therefore specialized in activities like political assassinations, torture, everything necessary to make the good old fashioned “death squad”. All the armies of the pro-american bloody regimes of the end of the XXth century passed by the “School of the Americas”: whether it was Pinochet’s fascists, the “Contras” of Nicaragua, or even the infamous “Tontons macoutes” of Haïti, to name only these fuckers. About 55,000 soldiers passed through the school during that period.

The School started in the puppet state of Panama and moved many times before ending at Fort Benning, in the american state of Georgia. The school’s official designation shifted many times, from “anti-communism”, to the “war on drugs”, and now for the “war on terrorism”. It even changed name in 2000, to take the name WHINSEC (Western Hemisphere Institute for Security Cooperation), following long campaigns in the “90s to

denounce its existence. But its end goal has not changed since its inception: it’s always a school whose aim is to protect american interests abroad. For instance, a controversy emerged in 2009, following the military coup d'état in the honduras, since its was formented in great part by graduates of the WHINSEC.

It is still in function today, doing the same work it always did: training killers and torturers.

## THE GEORGE FLOYD REBELLION

We all heard about the brutal murder of George Floyd, but the revolts that followed were not much covered by Canada’s mainstream media. We can guess why: white supremacists everywhere on Turtle Island were shaking in their boots. The reality is that the riots were widespread, and included more inter-racial solidarity than what was seen before, or even during the early Black Lives Matter years.

The George Floyd demonstrations in Georgia were, as in most place in the united states, a complete shitshow for the people in power. In Atlanta, the demonstrations started four days after the murder, on May 29th, 2020. The city is in an especially precarious situation: service cuts that were used to finance tech and entertainment corporations put its gentrification in a tailspin, making Atlanta one of the most unequal city in America. Without surprise, it also has one of the largest police force in North America. The George Floyd protests were therefore quickly repressed by the police. The city then imposed a curfew, and further activated the national guard since it was the only way for the curfew to be respected. On June 20th, 2020, in the midst of the protests, the local pigs showed why they are called ‘Atlanta’s finest’ by shooting an unarmed black man, Rayshard

Brooks, twice in the back, killing him.

The current post-George Floyd context brought some radical changes. One of the main difference is that police forces are struggling to recruit. A lot of people see the police profession as it is: an army fighting against its own people. And even would-be fascists-in-uniform are reluctant to be spit on if they ever join the universally despised urban police forces. This means that cities face a dilemma: they need to contain larger riots, with fewer stooges to do their dirty job.

Or in other words, they need to do more with less.

## WHERE IS ‘COP CITY’?

The project called ‘Cop City’ targets a large expanse ‘abandoned’ by the city, but not by its residents. While the city has an abundance of trees compared to other american cities, the space is nonetheless considered a lung of the city: it is a large forest with swampy areas. It helps clean the air, but also serves as a leisure space for the impoverished neighbors of the city. It is comparable to Montreal’s ‘Terrain Vague’, as it is a wild space somewhat at the periphery, but still well within city limits.

It is situated on Muscogee Creek land, on a land called the Weelaunee forest. This land was stolen following the deportation of the Muscogee Creek people during the Trail of Tears. Following this auspicious beginning, the land was used as a slave plantation. Following the Civil War, the slave plantation was turned into... another kind of slave plantation, or in other words a prison farm complex. The ‘Old Atlanta Prison Farm’ was in operation from 1920 to 1990 and was noted as especially violent, with a number of suspected lynchings by the prison screws.

## WHAT IS ‘COP CITY’?

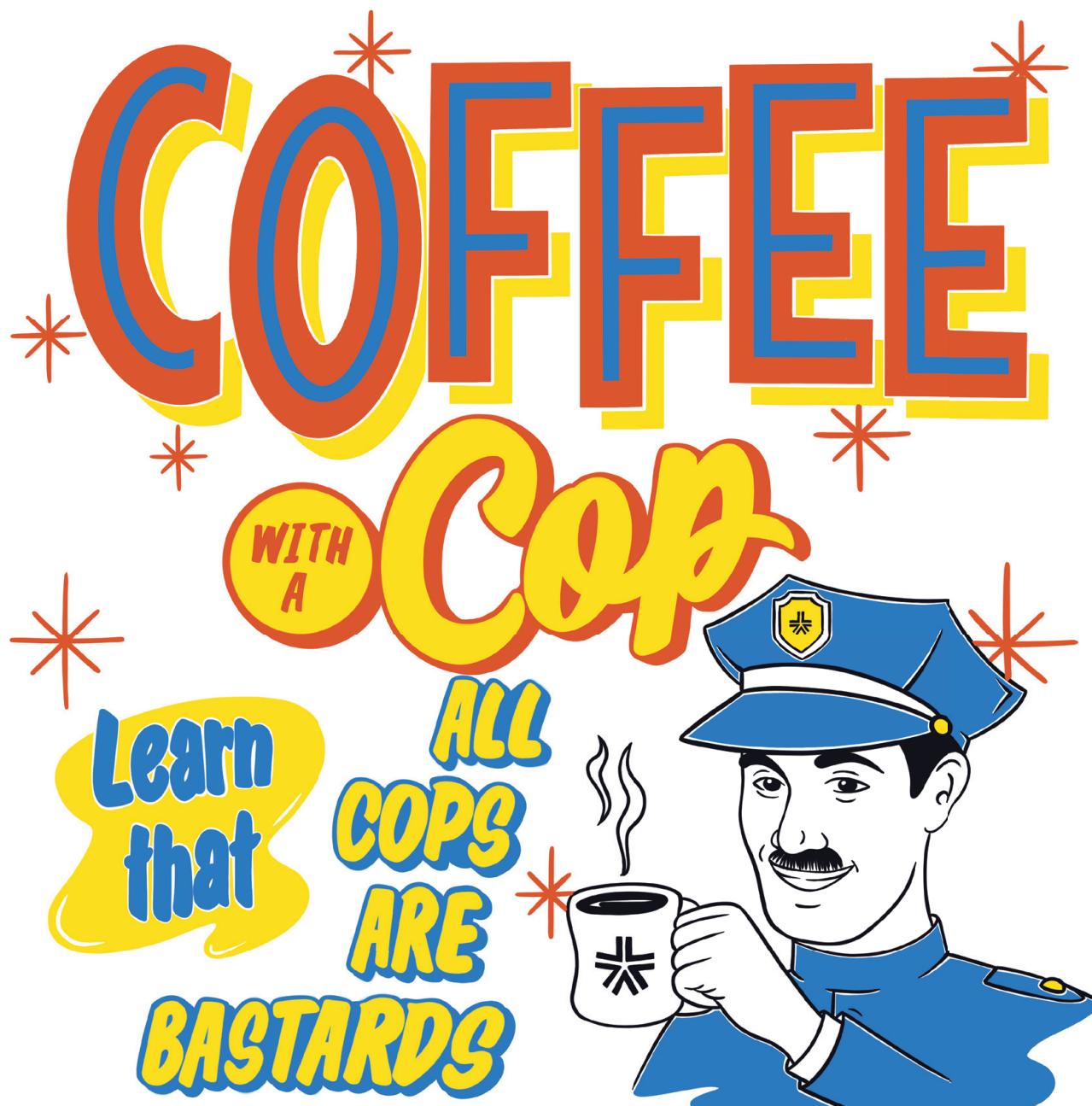
The ‘Cop City’ project aims to raze the ‘Old Atlanta Prison Farm’ forest and fill the swamps to build two main projects: a huge police training facility and a sound stage for hollywoodian productions. The planned sound stage is to be operated by Blackhall Studios (now renamed Shadowbox Studios), a company owned by american investment companies.

The ‘Cop City’ complex itself, called by the pompous name of ‘Atlanta Public

Safety Training Center’, is a 90M\$ police training facility, complete with a shooting range and a fake village. It is funded by the ‘Atlanta Police Foundation’, a so-called non-profit which is a front for Atlanta’s largest corporations. The big corps funding the project are also those responsible for Atlanta’s current gentrification, and therefore its immense inequality. Or to put it clearly, the financiers are the bigwigs who feared the most when the George Floyd rebellion hit Atlanta.

## FROM THE ‘SCHOOL OF THE AMERICAS’ TO ‘COP CITY’

It is easy to see a link between the ‘School of the Americas’ and ‘Cop City’. After all, both are in the american state of Georgia, barely 150 kilometers from each others. Its aims are also similar: what the ‘School of the Americas’ does to latin america, ‘Cop City’ will do it to american urban centers, starting with Atlanta.



This ‘Cop City’ will be the new terrorist training ground of the new post-George Floyd American police, a new kind of police whose aim is to silence the inevitable future revolts. A new kind of police trained for the same tactics as the ‘School of the Americas’ put forward: murder and terror.

### WHAT’S GOING ON RIGHT NOW?

Mobilization against ‘Cop City’ have been going on since the project was discovered by activists in 2020. A wide diversity of tactics has been used so far: legal contests, city council disruption, events along with temporary and permanent encampments in the forest, dozens of bulldozers and trucks sabotaged or burned, among other things.

Companies and politician directly linked to the project were targeted, but also subcontractors, political stooges and financial backers. Mobilization had its ups and downs, but took a tragic turn recently when a comrade, Manuel ‘Tortuguita’ Teran, who was blocking the razing of the forest was assassinated by Atlanta’s police forces.

To this date, about a dozen activists were also arrested. Those arrested were stomped with very strong terrorist charges, and are facing serious jail time if convicted. It is somewhat ironic that those who impose terror are charging others with terrorist charges, but that’s how things work in the funny world of policing.

After all those years where police begged for more funding to buy more military hardware, what’s left for them to get? They already get most of our “cities” budget, more toys than they can actually use, all the laws to use them with impunity. And now capitalists and cops are happy in the best of all possible worlds...

That is, until we burn their world down!

For more information on the struggle against “Cop City”: <https://crimethinc.com/2022/04/11/the-city-in-the-forest-reinventing-resistance-for-an-age-of-ecological-col>

lapse-and-police-militarization

A friendly media from Atlanta with more details on the project: <https://atlantapresscollective.com/category/misc-cop-city/>

A site with more details: <https://stopcop.city/>



# ÉTAT, PRISONS, CAPITAL

**I**l est tout à fait heureux que la gauche se penche aujourd’hui sur la question carcérale d’une manière renouvelée. En effet, si toutes sortes de critiques des prisons et de la répression plus généralement ont existé depuis qu’il est des tendances radicales qui se proposent de penser un monde où la violence de l’État n’est plus nécessaire (des grévistes et communard.e.s qui ont vu dès le XIXe siècle s’abattre sur elleux tout l’appareil de la répression étatique à la critique par Artaud et Breton de l’institution psychiatrique, en passant par toutes sortes d’utopismes et d’anarchismes), il semble que le problème de la justice ait (re?)pris un caractère très concret dans la gauche depuis que prolifèrent les discussions relatives à la justice réparatrice et à l’abolitionnisme des prisons et de la police. Pour exposer notre problématique simplement : il semble que ces discours visant à repenser les rapports d’une société à la répression qu’elle fait subir à certain.e.s de ses membres (les personnes dont l’attitude est considérée répréhensible par ses codes de loi) s’autonomisent relativement de la critique du système capitaliste, suprémaciste blanc et hétéropatriarcal pour s’articuler à des solutions qui s’y négocient une place, c’est-à-dire qu’il serait possible de critiquer la prison sans critiquer l’entièreté du système. Nous voulons brièvement explorer ce qui nous semble des écueils d’un tel détachement de la critique du système répressif police-prison de celle du système social sous lequel il s’est jusqu’alors perpétré.

Si le rôle des prisons semble de prime abord être de séparer des individus du reste de la société, pour cause de leur comportement qui serait incompatible avec la bonne tenue du vivre ensemble, voire qui mettrait d’autres membres de la société en danger, rien n’explique qu’une telle fonction soit remplie d’une telle manière. En effet, l’isolement de personnes jugées « violentes » et la réhabilitation d’individus témoignant de comportements « abusifs » n’expliquent pas seuls qu’on construise des forteresses armées où on envoie les contrevenant.e.s perdre des années de leur vie, voire se faire de nouveaux contacts dans le monde du

crime organisé. Les stratégies de justice réparatrice développées dans des communautés, réseaux et scènes influencés par la pensée féministe la plus avancée, notamment la pensée féministe noire, nous semblent bien mieux répondre à ces difficultés que rencontre toute formation sociale. Or il s’agit de réponses qui restent jusqu’à maintenant marginales, parce que généralement contraires aux intérêts du système, et qui nécessitent des liens communautaires forts et réels. C’est à d’autres formes de vie que répondent les impératifs de l’appareil répressif de l’État.

En effet, la théorie critique du mode de production capitaliste nous aide à élucider la particularité de la violence de l’état bourgeois. Toute société est organisée d’une telle manière que son activité économique puisse avoir lieu et continuer à avoir lieu (production, reproduction, distribution). Or, l’économie capitaliste est centrée autour de l’exploitation salariale : il faut que la seule manière de gagner ce qu’il faut pour vivre soit d’aller vendre son temps et sa force, jour après jour, à qui possède suffisamment pour permettre d’acheter du pain et de louer un toit, sans quoi l’échange inégal en lequel consiste le contrat de travail ne peut plus avoir lieu. Ainsi, il faut une force à l’État capitaliste pour empêcher qu’on vole ledit pain. Il lui faut une force pour briser les grèves qui rappellent aux patrons que la force de travail des masses laborieuses est la seule condition de la production. Il lui faut une force pour empêcher le trafic de marchandises qu’il ne saurait taxer. Il lui faut une force pour empêcher que prolifèrent des modes d’appropriation et de production concurrents, qui ne lui permettent pas de profiter (pensez aux armées et aux forces de police qui agissent et agissent comme entités proprement colonialistes, visant à miner la possibilité d’existence hors de la société coloniale, donc de l’économie capitaliste en voie de mondialisation ; ou aux polices qui agissent et agissent comme entités d’un impérialisme du dedans, minant l’autonomisation de minorités ethniques tentées de faire sécession avec la vie sociale majoritaire, donc l’économie capitaliste dominante). Aussi, il lui faut

des endroits pour séquestrer les individus ainsi réprimés.

Les asiles et autres hôpitaux psychiatriques furent l’exemple d’un tel lieu, notamment pour les contrevenant.e.s à l’ordre de l’économie reproductive. Gais, lesbiennes et transgenres posent un problème à la reproduction sexuée, et conséquemment à la reproduction des forces productives, ainsi qu’à l’idéologie qui s’est édifiée sur les rapports reproductifs patriarcaux dominants. Le travail du sexe aussi, d’une tout autre manière, nuisant à l’assurance d’une descendance patrilinéaire unifiée autour du mariage. Qu’à cela ne tienne, on a envoyé tout ce beau monde à l’asile jusqu’à très récemment. Que de telles pratiques répressives ne puissent plus exister nous informe sur la capacité qu’a la société bourgeoise à se transformer. Par exemple, les impératifs reproductifs ne rendent plus nécessaire la criminalisation des rapports non-hétéronormés dans les pays impérialistes, et la violence patriarcale à l’endroit des personnes et communautés LGBTQI+ a été en partie reléguée aux dimensions idéologiques (familialisme, queerphobie ambiguë, etc.) et extralégale (crimes haineux, terrorisme homophobe et transphobe) du contrôle par les dominant.e.s des sexualités minorisées. Rien ne nous permet d’ailleurs d’exclure que dans une situation démographique différente, les États bourgeois de ce qu’on a déjà appelé le premier monde agiraient comme l’a fait Staline face au déclin démographique de l’URSS, et trouveraient une manière de revenir sur les avancées progressistes en matière de reconnaissance des sexualités marginales (les discriminations homophobes et la criminalisation de l’avortement avaient disparu de la loi russe sous Lénine, et ont été réinstaurées pour encourager les naissances — l’homosexualité est décriminalisée de 1917 à 1933, et l’avortement est légalisé de 1920 à 1936).

Tout le sel de notre problème est là : la société bourgeoise est, dans une certaine mesure, capable en ses bonnes époques, de relâcher la poigne de la répression. Néanmoins : 1) peu nous garde d’un retour en arrière tant que la gouvernance

capitaliste est réglée par la démocratie représentative qui comme chacun·e sait roule aux fonds de campagne, ce par quoi la classe dominante est toujours en mesure de reprendre le dessus et d'implémenter un plan qui la servira si on ne la constraint pas, par d'autres moyens, à faire autrement; 2) le relâchement dont il est question n'a jamais pris la forme d'une transformation profonde de la machine répressive en service (prévention, réhabilitation par réparation), et nous n'avons aucune raison de croire que ce sera un jour le cas. Qui plus est, il n'est pas dit que l'anticapitalisme résume tout entier notre réponse à ces problèmes: les socialismes réels nous ont bien montré que la domination étatique posait des problèmes relativement indépendants de la reproduction des conditions de production capitaliste. Nous disons: face à la police et aux prisons, l'anticapitalisme est nécessaire; il n'est pas suffisant. Nous pouvons avancer que c'est la même chose pour l'opposition au patriarcat et au racisme institutionnel (bien qu'il faille souligner les apports majeurs du féminisme en fait de théorie non répressive de la justice et des mouvements associés au nationalisme afro-américain sur la question des prisons).

En fait, le problème de la répression étatique est un problème qui concerne l'organisation de toute formation sociale: comment une collectivité s'assure-t-elle 1) que les tâches qu'elle décide d'accomplir soient accomplies sans abus; 2) que les conflits qui émergent ne concernant pas l'économie sont réglés. Cette seconde difficulté, on a déjà mentionné des pistes pour la résoudre: recentrer les instances judiciaires à petite échelle, autour des communautés où se produit le heurt. La première trouve certainement une partie de sa réponse dans la production de formes de vie qui rendent nécessaire la solidarité; mais la marche à suivre nous semble plus incertaine. Nous voulons contraster, pour bien donner à voir que cette difficulté se trouve devant nous, deux expressions par lesquelles Marx a décrit cette société qui devait succéder au capitalisme. Car en effet, le communisme est une société sans classe, c'est-à-dire simultanément sans argent et sans État

(ce duo dont nous avons vu qu'il était central à notre problème de répression). Cette simultanéité, nous la comprenons mieux maintenant que nous avons souligné le rôle de la répression d'État dans la reproduction des rapports de production. Mais le communisme, c'est aussi et surtout «le mouvement réel qui abolit l'état actuel» des choses. Les communautés fortes, qui font fonctionner des processus de solidarité économique et de justice réparatrice ne sont pas seulement un peu de communisme vécu aujourd'hui; elles sont aussi la condition de la sortie du capitalisme, et participent sans qu'il s'y limite à ce mouvement réel dont nous espérons qu'il rasera non seulement les banques, mais aussi les prisons.



# CAGE À PAUVRES

J'habite une cage à pauvres.  
Ici pour un bon point de vue on se tortille.  
Un faux mouvement et la cage reparaît.  
Dans ta Région, infatué.e de ta situation  
Tu te trémousses et frémis  
En face du téléviseur.  
Entre les mains un breuvage chaud, il est vingt heures.  
L'heure à laquelle tu consommes les Nouvelles...  
Paraît que là-bas, en ville, c'est la guerre  
De tous contre tous,  
Que les flics ont peur de leurs propres balles ;  
Paraît que là-bas les prix sont élevés sur vos têtes ;  
Paraît que là-bas c'est à toute heure le constat  
De la Sainte Trinité de la Loi, du Vol et de la Poussière...  
On est tu ben icitte ! que tu dis.  
Icitte on s'entend parler.  
En ville, y a des dialectes plus étranges  
Et plus inquiétants  
Que ceux que tu entends dans les space operas.  
Ici près de la fontaine je lis des poèmes que j'écris.  
La chute couvre le bruit ambiant.  
La poussière sur mon livre me donne des airs anciens.  
Ce n'est plus du béton sous mon cul,  
C'est un rempart surplombant le Pelennor...  
Ballotent mes jambes duquel.  
Cependant advient comme à tout le monde que je dois me délasser  
Et, comme je disais, quand on ne fait pas attention...  
Ressurgit le trop plein de sensations qu'impose la Cage,  
Populeuse, convulsée, traversée,  
Inconsidérablement meublée.  
Que vois-je ?  
Vue non plaisante.

Des flics à tête d'écran plat procédant à une énième arrestation, en ce pourtant tranquille soir-matin d'une fin d'été.

Dans chaque moniteur, contemplant ce reportage, une face la tienne dont le sérieux est en décalage par rapport à celui du corps policier. Le corps : néant méthodique, feignant le banal et portant attention à ce que les coins des têtes ne se percutent pas, peu souple traduisant une rétention de l'envie cultivée de dégainer (arrestation préventive). Ta face : vers l'arrière-gauche oblique, les yeux ronds, la bouche ouverte ; pas tout-à-fait ébahie ou si oui comme fascinée par la confirmation de tes biais, presqu'en proie à ceux-ci, presque l'air en détresse, néanmoins rassurément choquée... L'idée me vient qu'un chien valorise plus que toi sa conscience, que s'il fallait te décrire l'air aussi bête il faudrait préciser qu'en place d'une queue après laquelle courir se trouve un énorme serpent venant te perforer de ses crochets le cerveau. Cette anesthésie te plaît. Au bord de la jouissance, tes yeux se révulsent, tu gigotes de plus belle, le cul enfoncé dans le coussin du divan qui s'imprègne de ton odeur répugnante de repu.e... Courte interférence.

J'habite une cage à pauvres  
Pour le plaisir de yeux qui ne sont pas les miens ;  
Le biodôme enserrant le Biodôme  
Où l'on observe avec des regards désolés.  
Quand je passe inadvertant aux Nouvelles,  
Lisant, l'air pauvre mais non rustre,  
Quelque part on se dit : « Voilà qui est moderne ».

Cependant je suis ici, dans ma cage, en ville, à peu de distance des constables à tête de rectangle. Je demeure et me demande : Dois-je agir ? Dois-je signifier en termes que possiblement tu comprennes qu'on perturbe mon café-matin ? Mes allié.e.s ne sont pas aussi facilement identifiables que celleux que tu as : isolé, il serait prudent de me résigner et me mouvoir vers un autre angle de vue.

Un dernier regard avant de quitter...  
Longue interférence...  
Reparaît encor ta face,  
Son expression figée, faussement innocente,  
Facétie à peine voilant  
Une sadique curiosité,  
Mais cette fois de barreaux obstruées...  
Ceux de ma cage...  
Ah ! Qu'on sache que je n'ai crainte de ne pas en sortir !  
Ma cage n'est pas de ces vulgarités carrées :  
Elle est compliquée ;  
Elle est traversée par ses propres barres ;  
Elle est moins une prison qu'un passage obligé,  
Une résidence par défaut.  
Je sais où tu habites.  
Un jour lorsque j'aurai identifié toustes mes innombrables allié.e.s,  
Je sortirai de ton téléviseur  
Pour t'éviscérer  
Et repeindre de toi ta maison qui sera dorénavant la nôtre.  
Et on limera la Cage  
Avec les dents de tes maîtres !  
Et on inaugurera sans secours de la Loi et du Vol  
Les écrans comme autant de portails !

DANS LE CADRE DE LA SEMAINE  
CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIERE



27<sup>e</sup> journée internationale

# MANIFESTATION

contre les  
brutalités policières

15 MARS  
2023

Parc Girouard

↓ Vendôme

18h

LA  
POLICE  
TUE  
En prison et  
dans la rue

COBP  
COBP.RESIST.CA



27<sup>th</sup> International Day

# PROTEST Against Police Brutality



MARCH 15  
2023

Girouard Park

↓ Vendôme



6PM

In the streets  
or in jails,  
Police  
Brutality  
Prevails